

Merci Monsieur le Président

Je commencerai par un petit rappel de ce qu'est le Belgian Disability Forum : 18 organisations représentatives de personnes handicapées se sont regroupées pour former le BDF. Son objectif est de suivre les développements politiques européens et internationaux qui ont un impact sur la vie des personnes handicapées.

Le suivi de la Convention ONU sur les droits des personnes handicapées constitue la colonne vertébrale du travail du BDF. Beaucoup de points du Pacte International des droits économiques, sociaux et culturels y sont analysés du point de vue particulier des personnes handicapées.

Dans les limites des moyens humains de son secrétariat, le BDF essaye d'assurer un suivi des autres instruments de l'ONU. C'est le cas pour le Pacte. Malheureusement, l'année passée, nous étions plongés dans la préparation de la liste de questions du BDF sur la mise en œuvre de l'UNCRPD et il ne nous a pas été possible de produire une communication dans le cadre du Pacte.

Par contre, le BDF enverra une contribution trois semaines avant la prochaine session du Comité.

Globalement, le BDF est satisfait des questions posées par le Comité à la Belgique, même s'il regrette que dans certaines questions, le Comité cible spécifiquement certains sous-groupes de personnes victimes de discriminations sans commencer par poser le constat général des discriminations par rapport à tous les groupes.

Par rapport à certaines questions, le BDF tient, en effet, à attirer l'attention sur les aspects spécifiques liés aux situations de handicap :

1. Droit à un logement adéquat (Q.2) :

- le déficit global de logements sociaux est une réalité pour chaque région. Les plans de construction et de rénovation mis en œuvre ne tiennent pas suffisamment compte des besoins en logements accessibles et / ou adaptables. C'est une réalité mise en lumière de manière récurrente par les organisations de personnes handicapées depuis de nombreuses années.

2. Institution nationale des droits de l'homme (Q.4) :

- des avancées étaient annoncées dans l'accord de gouvernement fédéral de 2014. Cela a été concrétisé par une loi de mai 2019. Il semble que les prérogatives de cette institution nationale soient limitées vu que l'objectif est de préserver les compétences des organes déjà constitués... Il aura des compétences résiduelles

- à ce jour, le BDF n'a pas réellement connaissance de la mise en œuvre concrète de cette institution nationale droits de l'homme. Il a entendu dire que des candidatures de personnes susceptibles d'en faire partie auraient été rentrées au Parlement fédéral, mais il n'a eu connaissance d'aucune forme d'appel à candidature.
- le BDF s'inquiète donc de la prise en compte correcte de la situation des personnes handicapées dans ce contexte d'opacité.
- par ailleurs, l'annonce par le gouvernement flamand de son intention de se retirer d'UNIA vient accentuer cette insécurité.

3. Objectifs de développement durable (Q.9) :

- le BDF suit activement les actions en matière de développement durable depuis 3 ans.
- Cette année, lors du Forum du développement durable organisé par la ministre fédérale compétente, l'atelier consacré à l'évaluation par la Belgique de la mise en œuvre de ces objectifs nous ont appris que le bureau du plan et la Chancellerie du Premier Ministre ne sont pas outillés pour mener une évaluation efficace des actions mises en œuvre. La réponse apportée ici par l'Etat belge se limite à la portion congrue : l'inscription à l'article 7bis de la Constitution...

4. Non-discrimination (Q.10) :

- Il est fait mention des quotas d'emploi de personnes handicapées pour la seule Région wallonne. De tels quotas existent également dans les autres entités de la Belgique fédérale ainsi que dans les entités locales, avec des pourcentages variables... Le principal problème est que, bien que ces pourcentages existent depuis de longues années, ils ne sont jamais atteints (sauf par quelques rares communes)
- le BDF regrette que les questions du comité aient ciblé explicitement certains sous-groupes discriminés. Il n'y a donc pas de réponses concernant la situation des personnes handicapées alors que dans tous les rapports UNIA, les discriminations dont sont l'objet les personnes handicapées apparaissent en première ou deuxième position en terme de quantité de signalements... Les défauts d'accessibilité et le manque d'aménagement raisonnable en sont pour bonne part la cause
- La notion d'aménagement raisonnable est encore mal connue et mal comprise. Elle ne permet pas l'application de sanctions étant donné que la notion de charge disproportionnée est vague et particulièrement sujette à interprétation

5. Droit au travail (Q.12-13)

- Le taux d'emploi des personnes handicapées en Belgique reste nettement plus faible que pour d'autres groupes de la population. La Belgique est même à l'avant-dernière place européenne d'après le rapport national belge réalisé dans le cadre du Semestre européen. Par ailleurs, Statbel a publié une statistique montrant que seuls 23% des personnes handicapées reconnues en Belgique ont un emploi... Les systèmes d'incitants à l'emploi des personnes handicapées n'ont pas montré une grande efficacité jusqu'à présent.
- Au niveau de la Flandre, les organisations membres du BDF regrettent que les demandeurs d'emploi handicapés soient suivis par le VDAB selon une logique inclusive stricte qui noie les personnes handicapées dans la masse des demandeurs d'emploi et ne permet plus un accompagnement spécialisé. La Flandre a mis en place plusieurs dispositifs récemment. Mais il est trop tôt pour les évaluer.
- Le système « Back to Work » a manqué de moyens d'accompagnement et a abouti à l'effet inverse de celui recherché, à savoir le licenciement de travailleurs malades ou handicapés...
- Pour ce qui est du récent arrêté « actions positives », il est trop tôt pour en évaluer les effets. Mais il faudra que les employeurs s'investissent dans la démarche, ce qui n'est pas nécessairement gagné.
- Le système des ETA en place depuis une vingtaine d'années a permis aux travailleurs de ces entreprises d'obtenir le salaire minimum garanti, ce qui est une bonne chose. Par contre, la contrainte de rentabilité qui y est liée a créé des effets pervers défavorables aux personnes le plus lourdement handicapées

6. Violence contre les femmes et les enfants (Q.20)

- Le phénomène est une réalité pour des personnes handicapées. Depuis de nombreuses années, le BDF pointe les faits, sans pouvoir avancer de chiffres, les témoignages recueillis le sont toujours sous réserve car les victimes handicapées sont presque toujours dans un état de dépendance par rapport au commettant et refusent de porter plainte...
- Le BDF a pris connaissance d'une étude menée par la Professeure Tina Goethals de la RUG sur les violences sexuelles faites aux personnes handicapées. L'enquête, commandée par le gouvernement flamand a été menée au cours des années 2017-2018. 135 personnes handicapées ont témoigné. Il ne s'agit pas de données statistiques au sens strict, mais le sérieux de cette étude universitaire démontre l'importance et la gravité du problème. Une telle étude n'a pas été menée dans les autres régions du

pays mais on peut raisonnablement supposer que les situations vécues sont relativement similaires.

- Le BDF en a parlé dans le cadre du suivi CEDAW et va transmettre une note à ce sujet au Comité GREVIO (Conseil de l'Europe)

7. Pauvreté (Q.21)

- L'ampleur du phénomène est connue : une grande majorité de personnes handicapées belges vivent sous le seuil de pauvreté. Le Conseil Supérieur National des Personnes Handicapées a participé au recueil « Pauvreté et handicap » réalisé par le SPF sécurité sociale. Celui-ci sera publié le 3 décembre prochain.
- L'objectif européen assigné à la Belgique en 2020 ne pourra évidemment pas être atteint. Au contraire, la situation s'aggrave !

8. Droit à l'éducation (Q.26)

- Le principal problème en matière d'enseignement reste celui de l'évolution vers un enseignement inclusif. L'échec récent du M-Decreet flamand a montré que l'enseignement inclusif ne se décrète pas. Il s'agit d'un objectif à long terme, à mener en concertation avec tous les acteurs concernés.
- Du côté francophone, on en est à quelques expériences pilotes. L'enseignement spécialisé reste la norme pour les enfants handicapés avec certains avantages, mais aussi des inconvénients, dont l'un des plus importants est une mauvaise répartition des établissements sur le territoire. Cela implique des temps de déplacements terriblement long pour beaucoup d'enfants et de jeunes handicapés.
- Le manque d'interprètes en langue des signes est un très gros problème en Communauté française, dans l'enseignement, mais aussi dans tous les autres domaines de la vie en société

Dank u wel, mijnheer de Voorzitter.

Ik zal beginnen met een korte herinnering aan wat het Belgian Disability Forum is: 18 representatieve organisaties van mensen met een handicap zijn samengekomen om het BDF te vormen. Het doel is het volgen van Europese en internationale politieke ontwikkelingen die van invloed zijn op het leven van mensen met een handicap.

Het toezicht op het VN-Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap vormt de ruggengraat van het werk van het BDF. Veel punten van het Internationaal Pact inzake economische, sociale en culturele rechten worden er geanalyseerd vanuit het specifieke perspectief van personen met een handicap.

Binnen de grenzen van de personele middelen van zijn secretariaat probeert het BDF te zorgen voor een follow-up van de andere VN-instrumenten. Dat is het geval voor het Pact. Helaas waren we vorig jaar betrokken bij het opstellen van de vragenlijst van het BDF over de uitvoering van het UNCRPD en was het voor ons niet mogelijk om in het kader van het pact een mededeling op te stellen.

Het BDF zal echter drie weken voor de volgende zitting van het comité een bijdrage sturen.

Het BDF is over het algemeen tevreden met de vragen die het Comité aan België heeft gesteld, hoewel het betreurt dat het Comité zich in sommige vragen specifiek richt op bepaalde subgroepen van mensen die het slachtoffer zijn van discriminatie, zonder eerst een algemene opmerking te maken over discriminatie ten aanzien van alle groepen, alvorens in te gaan op de specifieke aspecten van bepaalde groepen.

Het BDF wil met betrekking tot bepaalde kwesties de aandacht vestigen op specifieke aspecten die verband houden met handicaps:

1. Recht op passende huisvesting (vraag 2):

- het totale tekort aan sociale huisvesting is een realiteit voor elke regio. De uitgevoerde bouw- en renovatieplannen houden onvoldoende rekening met de behoefte aan toegankelijke en/of aanpasbare woningen. Dit is een realiteit die al vele jaren herhaaldelijk door organisaties van personen met een handicap wordt benadrukt.

2. Nationale instelling voor de rechten van de mens (vraag 4):

- de vooruitgang werd aangekondigd in het akkoord van de federale regering van 2014. Dit werd geconcretiseerd door een wet van mei 2019. Het lijkt erop dat de prerogatieven van deze nationale instelling beperkt zijn, aangezien het doel is om de bevoegdheden van de reeds opgerichte organen te behouden.... Zij zal overblijvende bevoegdheden hebben...
- Tot op heden heeft het BDF geen echte kennis van de concrete uitvoering van deze nationale mensenrechteninstelling. Hij hoorde dat de kandidaturen van potentiële kandidaten voor het lidmaatschap zouden zijn ontvangen in het federale parlement, maar hij was niet op de hoogte van enige vorm van oproep tot het indienen van voordrachten.
- Het BDF vreest dan ook dat in deze context van ondoorzichtigheid terdege rekening wordt gehouden met de situatie van mensen met een handicap.
- Bovendien verergert de aankondiging van de Vlaamse regering van haar voornemen om zich terug te trekken uit UNIA deze onveiligheid.

3. Doelstellingen inzake duurzame ontwikkeling (vraag 9):

- Het BDF volgt al 3 jaar actief de acties voor duurzame ontwikkeling op de voet.
- Tijdens het Forum voor Duurzame Ontwikkeling dat dit jaar door de bevoegde federale minister werd georganiseerd, hebben de workshops die gewijd waren aan de evaluatie door België van de uitvoering van deze doelstellingen ons geleerd dat het Planbureau en de Kanselarij van de Eerste Minister niet in staat zijn om een doeltreffende evaluatie van de uitgevoerde acties uit te voeren. Het antwoord van de Belgische Staat beperkt zich hier tot het kleine deel: de opname in artikel 7bis van de Grondwet....

4. Non-discriminatie (vraag 10) :

- Alleen al voor het Waalse Gewest wordt verwezen naar de werkgelegenheidsquota voor personen met een handicap. Dergelijke quota bestaan ook in de andere entiteiten van federaal België en in de lokale entiteiten, met verschillende percentages.... Het grootste probleem is dat deze percentages, hoewel ze al vele jaren bestaan, nooit worden bereikt (behalve door enkele zeldzame gemeenten).
- de BDF betreurt het dat de vragen van de commissie uitdrukkelijk betrekking hadden op bepaalde gediscrimineerde subgroepen. Er zijn dus geen antwoorden op de situatie van personen met een handicap, terwijl in alle UNIA-rapporten discriminatie van personen met een handicap op de eerste of tweede plaats lijkt te staan wat het aantal rapporten betreft.... Het gebrek aan toegankelijkheid en het gebrek aan redelijke aanpassingen zijn in grote mate de oorzaak.
- Het concept van redelijke accommodatie is nog steeds niet bekend en begrepen. Er kunnen geen sancties worden opgelegd, aangezien het begrip "onevenredige belasting" vaag is en bijzonder vatbaar voor interpretatie.

5. Recht op werk (vraag 12-13)

- De arbeidsparticipatie van personen met een handicap blijft in België aanzienlijk lager dan voor andere bevolkingsgroepen. België staat zelfs op de tweede plaats in Europa volgens het Belgische nationale rapport dat in het kader van het Europees semester is opgesteld. Bovendien heeft Statbel een cijfer gepubliceerd waaruit blijkt dat slechts 23% van de erkende personen met een handicap in België een baan heeft..... De systemen van werkgelegenheidsstimulansen voor personen met een handicap zijn tot nu toe niet erg effectief geweest.

- Op Vlaams niveau betreuren de BDF-ledenorganisaties dat de VDAB de werkzoekenden met een handicap volgt volgens een strikte inclusieve logica die personen met een handicap verdringt in de massa van werkzoekenden en geen gespecialiseerde ondersteuning meer toelaat. Vlaanderen heeft onlangs verschillende regelingen opgezet. Maar het is nog te vroeg om ze te beoordelen.
- Het "Back to Work"-systeem heeft een gebrek aan ondersteunende middelen en heeft het tegenovergestelde effect gehad, namelijk het ontslag van zieke of werknemers met een handicap...
- Wat het recente "positieve actie"-decreet betreft, is het nog te vroeg om de effecten ervan te beoordelen. Maar de werkgevers zullen zich in het proces moeten mengen, wat niet noodzakelijkerwijs een gegeven is.
- Het ETA-systeem, dat al zo'n twintig jaar van kracht is, stelt de werknemers van deze bedrijven in staat om het gegarandeerde minimumloon te ontvangen, wat een goede zaak is. Anderzijds, heeft de bijbehorende rentabiliteitsbeperking tot perverse gevolgen geleid die ongunstig zijn voor mensen met de zwaarste handicap.

6. Geweld tegen vrouwen en kinderen (vraag 20)

- Het fenomeen is een realiteit voor mensen met een handicap. Het BDF wijst al jaren op de feiten, zonder cijfers te kunnen geven, maar de verzamelde getuigenissen zijn altijd onder voorbehoud, omdat slachtoffers met een handicap bijna altijd afhankelijk zijn van de opdrachtgever en weigeren om een klacht in te dienen....
- De BDF heeft kennis genomen van een studie van professor Tina Goethals van de RUG over seksueel geweld tegen mensen met een handicap. Het onderzoek, in opdracht van de Vlaamse overheid, werd uitgevoerd in de jaren 2017-2018. 135 mensen met een handicap getuigde. Dit zijn geen statistische gegevens in de strikte zin van het woord, maar de ernst van deze universitaire studie toont het belang en de ernst van het probleem aan. Een dergelijk onderzoek is niet uitgevoerd in andere delen van het land, maar het is redelijk om aan te nemen dat de situaties die zich voordoen relatief gelijkaardig zijn.
- Het BDF heeft dit besproken in het kader van de follow-up van het CEDAW en zal hierover een nota toesturen aan het GREVIO-comité (Raad van Europa).

7. Armoede (vraag 21)

- De omvang van het fenomeen is bekend: een grote meerderheid van de Belgische personen met een handicap leeft onder de armoedegrens. De

Nationale Hoge Raad voor Personen met een Handicap nam deel aan de collectie "Armoede en Gehandicapten" van de FOD Sociale Zekerheid. Het wordt op 3 december gepubliceerd.

- De Europese doelstelling voor België in 2020 zal uiteraard niet worden gehaald. Integendeel, de situatie wordt erger!

8. Recht op onderwijs (vraag 26)

- Het grootste probleem in het onderwijs blijft de ontwikkeling naar inclusief onderwijs. De recente mislukking van het Vlaamse M-decreet heeft aangetoond dat inclusief onderwijs niet kan worden afgedwongen. Dit is een langetermijndoelstelling, die in overleg met alle relevante belanghebbenden moet worden uitgevoerd.
- Aan Franstalige zijde zijn we bezig met het uitvoeren van enkele proefprojecten. Speciaal onderwijs blijft de norm voor kinderen met een handicap, met enkele voordelen, maar ook nadelen, waarvan een van de belangrijkste de slechte verdeling van de scholen in het land is. Dit betekent extreem lange reistijden voor veel kinderen en jongeren met een handicap.
- Het gebrek aan dovertolken is een zeer ernstig probleem in de Franse Gemeenschap, niet alleen in het onderwijs, maar ook in alle andere sectoren van het maatschappelijk leven.